

Bulletin de la Fédération Syndicale Unitaire Drôme

**La FSU-Drôme
appelle tous
les personnels
à faire GRÈVE
ce jour-là.**

JEUDI 15 MAI :
**Fédérations et Syndicats
de l'Education Nationale
appellent à la GRÈVE.**
Appel FSU-CGT-UNSA-Solidaires-CFTC-SGEN-SUD...



ETIQUETTE

Un troisième trimestre déterminant...

Dans son intervention télévisée du 24 avril, M. Sarkozy persiste et signe. Pour les retraites, c'est 41 annuités et rien d'autre, même si la seule conséquence prévisible est une nouvelle baisse du montant des pensions versées. Pour les suppressions de postes dans l'Education, c'est « droit dans mes bottes », je ne reviendrai sur aucune suppression. Pour la Révision Générale des Politiques Publiques pourtant largement rejetée, c'est « il faut accélérer la modernisation des services publics ». Pour les « sans papiers » qui travaillent en France depuis parfois plus de 10 ans, c'est « on verra au cas par cas ».

Malgré l'impopularité grandissante de la politique qu'il mène avec l'appui du patronat et des forces les plus réactionnaires, Nicolas Sarkozy n'envisage aucune inflexion dans son action. Cette surdité du président de la fortune impose une réaction d'envergure. Le mois de mai sera déterminant pour certains dossiers chauds. D'ores et déjà, **des actions sont programmées pour le 15 mai** dans la Fonction Publique et l'Education, **le 18 mai** dans l'Education contre les suppressions de postes et les « nouveautés » dans le 1^{er} degré, **le 24 mai** encore dans la Fonction Publique.

D'autres actions, sur les retraites notamment, sont en cours de décision pour la prochaine période. Montrons tous que nous ne sommes pas d'accord avec la politique menée par M. Sarkozy et son gouvernement.

Participons massivement aux actions engagées !

Georges Coté, Karim Chourou, secrétaires départementaux.

Manifestation Départementale :

VALENCE Champ-de-Mars à 14 h 30...

- Assemblées FSU de Grévistes à 9 h 30 -

Saint-Vallier : Maison des Associations

Crest : Cité scolaire Armorin

Romans : salle Charles Michels -
Maison des Syndicats

Montélimar : Lycée des Catalins

Valence : Maison des Syndicats

Pierrelatte :
Ecole élémentaire du Roc

Dimanche 18 Mai : À l'appel de la FSU...

Manifestation Nationale à Paris

Déplacement en TGV depuis Valence (voir page 4)...

- Inscrivez-vous rapidement auprès de vos syndicats respectifs. -

FERC-CGT, FSU, SGEN-CFDT, UNSA-EDUCATION, SUD-EDUCATION, Pour une politique éducative ambitieuse : Appel à la grève le 15 mai

Dans l'Education nationale les mobilisations s'amplifient et portent l'exigence de moyens pour la réussite et la démocratisation du système éducatif. Le budget 2008 qui sera appliqué à la prochaine rentrée est fortement contesté.

Ces mobilisations s'opposent aux 11200 suppressions de postes qui entraîneront des classes surchargées, rendant impossible le suivi individuel des élèves. Dans le second degré cela va conduire à des disparitions de formations et d'options et la fin de dispositifs pédagogiques et de soutien innovants.

Conjuguée aux retraits de moyens, la mise en place précipitée, sans réflexion préalable et sans concertation suffisante, du bac pro 3 ans dans les LP, suscite des inquiétudes légitimes quant à la prise en charge des élèves en enseignement professionnel en particulier ceux qui sont en difficulté.

Dans le premier degré les projets de programmes traduisent une vision passéiste et rétrograde de l'Ecole, ainsi qu'un recul pédagogique et didactique. Ils remettent en cause les cycles et s'accompagnent d'une apparente volonté d'externaliser l'aide aux élèves en difficulté en rejetant la responsabilité de l'échec scolaire sur les familles.

Ce budget de rigueur et les suppressions de postes qui en découlent aurait des conséquences néfastes sur la qualité du service public dans l'Education nationale et dans l'Enseignement Agricole Public. Il se traduirait par une aggravation des conditions de travail pour l'ensemble des personnels (enseignants, ouvriers, administratifs, personnels de santé, sociaux, ...)

Les annonces budgétaires, la volonté de ne pas remplacer le départ en retraite d'un fonctionnaire sur deux pour les prochaines années, en lien avec la Révision Générale des Politiques Publiques et le projet de loi sur la mobilité, confirment que cette politique de régression pourrait s'installer dans la durée.

La transformation de l'Ecole implique une toute autre dynamique pour le système éducatif et pour les métiers de l'éducation.

Pour obtenir des budgets ambitieux qui permettent une transformation de l'Ecole,

Pour mettre en œuvre une autre politique éducative visant la réussite de tous les élèves...

les organisations signataires appellent à poursuivre et amplifier les mobilisations en cours au plan national et local.

Elles appellent à faire du jeudi 15 mai une journée de grève nationale.

Communiqué commun des organisations syndicales de la Fonction publique :
CGT, UNSA, FSU, Solidaires, CFTC

POUR DEFENDRE ET AMELIORER LA FONCTION PUBLIQUE : Place à la mobilisation !

Le projet de loi « relatif à la mobilité et aux parcours professionnels » validé par le Conseil des ministres est en cours d'examen au Sénat. S'y retrouvent toutes les mesures dont les organisations syndicales ont unanimement demandé le retrait, des mesures lourdes de conséquences pour les personnels et le service public sans le moindre dialogue social.

L'objectif essentiel est de faciliter les suppressions massives de postes dans la Fonction publique (35000 à 40000 emplois par an), en articulation avec les mesures annoncées dans le cadre de la Révision Générale des Politiques publiques. Cette RGPP traduit le profond désengagement de l'Etat. Elle induit l'affaiblissement voire la suppression ou la privatisation de missions et de services ainsi que la détérioration des conditions de travail et l'accroissement de la précarité.

C'est bien un plan social qui s'annonce à la Fonction Publique même si le Gouvernement en refuse l'appellation ! A cela s'ajoutent les pertes de pouvoir d'achat des personnels.

La Révision Générale des Politiques Publiques comme la réforme de l'Etat se mettent en œuvre sans débat public, sans que soient posées la question des missions de service public et celle des besoins des usagers et des citoyens sur l'ensemble du territoire.

Pour une Fonction publique et des services publics de progrès social au service de la population, nous exigeons :

- un véritable débat démocratique sur la réforme de l'Etat et de la Fonction publique en partant des besoins de tous ;
- un emploi public, statutaire et qualifié, permettant des services publics de qualité accessibles sur l'ensemble du territoire ;
- l'amélioration du statut du fonctionnaire qui garantit la neutralité, l'impartialité et l'indépendance des agents dans l'exercice de leurs missions ; un développement de la mobilité choisie qui s'oppose à la mobilité subie et l'abandon du recours à l'intérim.

Les organisations signataires appellent les personnels à se mobiliser entre le 13 et le 17 mai et à associer l'ensemble de la population à leurs actions.

Elles décident de faire du jeudi 15 mai, une étape massive et rassemblée de la mobilisation notamment par la grève et/ou des manifestations.

Le 25 avril 2008

Le service public est notre richesse : Mobilisons-nous !

150 000 jeunes qui sortent chaque année sans diplôme du système scolaire, une crise du logement sans précédent depuis les années 1950, des inégalités qui se creusent de façon dramatique, des enjeux environnementaux colossaux, le défi démographique, l'innovation et la croissance à la traîne... Dans un tel contexte, chercher à accroître l'efficacité de l'action publique, c'est mieux mettre en œuvre les valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité.

Cela exige que la satisfaction des besoins essentiels soit reconnue comme un droit fondamental. Cela implique le choix d'une société solidaire, la maîtrise des biens communs et l'activité efficace de Services publics indispensables au développement économique, social et culturel. Face à la montée des inégalités, ils sont garants de l'exercice effectif des droits.

L'intérêt général a besoin de personnels dont la qualification soit reconnue, présents sur tout le territoire et non de salariés interchangeable et corvéables à merci ; de solidarité et non de concurrence ; de stabilité et non de précarité ; de sens des responsabilités et non de docilité ; d'indépendance et non de soumission aux intérêts particuliers. Toutes choses que le statut des fonctionnaires, mis en œuvre depuis la Libération, a contribué à réaliser.

Mais ce n'est pas du tout ce à quoi nous assistons actuellement : de fusion en restructuration, d'externalisation en privatisation et de flexibilité en précarité, une vaste opération de destruction des fondements du Service public et de la Fonction publique s'accélère sous nos yeux. La « Révision générale des politiques publiques » (RGPP) est le plus récent développement de cette campagne dirigée par le gouvernement, encouragée par le patronat et menée par des cabinets privés. Elle s'attaque frontalement à l'ensemble de la Fonction publique d'État, Territoriale et Hospitalière. Comme déjà dans d'autres secteurs (Poste, EDF, télécommunications, transports...), cela signifie la détérioration organisée des services rendus au public, ouvrant la voie à la privatisation des activités les plus profitables, à la disparition de nombreuses autres.

Contrairement à ce qu'il prétend, le Président de la République n'a reçu aucun mandat pour remettre en cause ces acquis essentiels. Avec son gouvernement, il considère l'action publique comme une dépense, jamais comme une source de richesse. Creusant les déficits par sa politique fiscale, il veut réduire au maximum les dépenses d'intérêt général dans les secteurs de la famille, du logement, de la santé, de la solidarité, de l'emploi formation. Il refuse de répondre par des créations d'emploi à la situation critique de l'hôpital public. Il programme de nouvelles coupes claires dans les effectifs de fonctionnaires de l'État (160 000 suppressions en quatre ans). Il décharge l'État de nombreuses missions en les renvoyant vers les collectivités territoriales sans pour autant leur donner les moyens de développer de vrais services publics locaux et démocratiques, programmant le corsetage de l'emploi public territorial.

Comme l'a clairement résumé le Premier ministre le 10 octobre 2007 « *La réforme de l'État supposera que chacun d'entre nous accepte qu'il y ait moins de services, moins de personnel, moins d'État sur son territoire.* »

Nous ne l'acceptons pas !

Aux côtés des usagers, agents, élus, qui se battent quotidiennement pour le maintien et l'amélioration de services publics de proximité :

- Nous sommes partisans d'une modernisation de la Fonction publique en réponse à l'évolution marchande, inégalitaire et destructrice de la société.
- Nous voulons une véritable démocratisation de la décision, du contrôle et de l'évaluation associant citoyens et agents.
- Nous voulons une réforme fiscale assurant un financement équitable et pérenne des missions de service public.
- Nous réaffirmons que le statut des fonctionnaires est là pour garantir à tous les usagers la défense d'un intérêt général qui ne se réduit pas à la somme des intérêts particuliers.

Nous lançons un appel à une vaste mobilisation citoyenne pour mettre un terme à cette politique destructrice. Organisons un débat démocratique, sans a priori, sur les besoins en services publics, sur les rôles respectifs de l'État et des collectivités locales et la place des agents publics.

Contre la RGPP, rassemblons-nous autour des valeurs de solidarité, de justice et d'efficacité économique et sociale de tous les services publics.

Vous pouvez télécharger cette **pétition** à l'adresse suivante :

<http://petitions.fsu.fr/petition.pdf>

Puis l'adresser à : **Service-public-notre-richeesse, 144, boulevard de la Villette, 75019 PARIS.**

Vous pouvez aussi la signer en ligne :

<http://service-public-notre-richeesse.fr>

MANIFESTATION NATIONALE FSU à PARIS le Dimanche 18 Mai

Aux élus démocrates et républicains,
Aux organisations syndicales,
Aux partis politiques de gauche...

Valence le 25 avril 2008,

Chers amis,

Ne laissons pas démanteler le Service Public d'Education !

Comme vous le savez, depuis des semaines, des actions se développent dans la plupart des établissements pour maintenir partout la qualité de l'offre de formation du Service Public laïque. Sous prétexte de « réformes pour moderniser », le gouvernement supprime depuis des années des milliers d'emplois dans l'Education Nationale...

TOUTE L'ŒUVRE ACCOMPLIE ENTRE 1968 ET 1989 POUR DEMOCRATISER L'ACCES AUX SAVOIRS, A LA CULTURE, AUX DIPLOMES, EST DEMANTELEE PAN PAR PAN.

Sous prétexte de difficultés engendrées par la massification, la droite veut « jeter le bébé avec l'eau du bain » :

- un accueil en maternelle réduit,
- des options supprimées,
- des horaires diminués et des effectifs en hausse dans les classes...

Tout concourt à offrir des possibilités aux officines privées qui ne manqueront pas d'en tirer profit. Pour la FSU, il s'agit bien là d'une rupture du principe d'égalité et de démocratisation acquis par des décennies de mobilisation. Chaque jour, plus nombreux, des lycéens, des parents, des enseignants, rejoignent l'analyse syndicale.

Dès la rentrée des vacances de Printemps, les actions reprendront, **LA FSU ET SES SYNDICATS APPELLENT A UNE GRANDE MANIFESTATION NATIONALE POUR LE DIMANCHE 18 MAI.**

Un TGV spécial Drôme-Ardèche sera affrété, la FSU serait heureuse à cette occasion de recevoir votre soutien et, mieux même, votre participation.

Pour la FSU : Georges Coté

Pour le SNES : Jean Louis Mollard

Pour le SNEP : Nadine Ferret

Pour le SNUIPP : Eric Bayet

Pour l'UNATOS : Catherine VICTOR

***Pour une autre rentrée et une autre politique éducative,
Dimanche 18 mai, Manifestation nationale à Paris :
Participons massivement !***

Un TGV spécial partira de Valence à destination de Paris. A l'heure où nous écrivons ces lignes, l'horaire définitif n'est pas encore connu. La manifestation partira de la place de l'Opéra à 13h30 et arrivera à la place de la Bastille vers 17h/17h30.

Elle passera par Opéra, Boulevard des Italiens, Richelieu/Drouot, Strasbourg/St Denis, place de la République, boulevard du Temple/ boulevard Beaumarchais et place de la Bastille...

On ne manifesterà donc pas dans le désert et l'indifférence générale !

Réservez dès maintenant votre journée du 18 mai pour participer massivement à la manif :

Inscrivez vous d'ores et déjà auprès de la FSU ou de votre syndicat.

N.B. : Nous ne connaissons l'heure exacte du TGV spécial qu'après le 9 mai.
Elle sera disponible sur le site du SNUIPP à l'adresse <http://26.snuipp.fr>
ou sur le site du SNES à l'adresse <http://snes26.free.fr>

